

MESSAGER DE TAHITI.

ANNUÉES : 4 francs la ligne.

AU COMPTANT.
S'adresser à l'imprimerie du
Gouvernement.

PARTIE OFFICIELLE.

Le Gouverneur, Commissaire Impérial ;
En conséquence des ordres de son Excellence M. le Ministre
de la marine et des colonies :

En égard à l'augmentation du prix des denrées à Tahiti,
ordonne :

Le bénéfice de la ration en nature est alloué à tous les offi-
ciers, fonctionnaires et agents au-dessous du rang d'officier su-
périeur, employés dans des Etablissements de l'Océanie qui é-
taient jusqu'à présent privés de cet avantage.

Cette mesure, d'un caractère essentiellement transitoire, ces-
sant d'avoir son effet quand, par suite des transactions commer-
ciales, le prix des denrées sera revenu à son taux normal.

M. le chef du service administratif est chargé, en ce qui le
concerne, de l'exécution du présent ordre.

Papetee, le 5 novembre 1853.

Signé : PAGE.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Le district de Pahia nous a envoyé ses travailleurs et les bois
destinés à la reconstruction du magasin d'entrepôt. Mais le
temps ne leur a pas été favorable. Le radoub, habilement com-
posé de deux pirogues et de fortes pirogues, ponté et mâté de
manière à marcher à la voile, a été délogé par des courants
violents dans la passe de Puanua ; une moitié s'est détachée et
a été emportée en dehors des récifs. Les indigènes sont parve-
nus pourtant à réunir les diverses parties et, malgré les tor-
rents de pluie qui ont attiré la journée de mercredi, cette mer-
veilleuse construction flottante qui portait le pendans des toi-
tures, la hupahua et toute une population de femmes et d'en-
fants est entrée dans la rade de Papetee et a été échouée sur la
plage au milieu d'une foule de curieux. Les quatre districts sont
à l'ouvrage ; déjà les salières et les hauts poteaux qui soutiennent
le faitage sont en place. Incessamment le magasin sera terminé.

La solennité de la Toussaint a été célébrée, mardi dernier,
avec une pompe toute militaire sur la rade de Papetee. Le
Gouverneur, accompagné de son état-major, y assistait. L'au-
mônier de la division de l'Océan Pacifique, l'abbé Métais, of-
ficiait revêtu de riches habits sacerdotaux. L'autel avait été
dressé dans la batterie de la frégate la Forêt, transformée pour
cette cérémonie en chapelle catholique. Ces entrepôts si su-
périeurs ébranlés par les explosions des caissons qui arment ses
flancs n'ont retenu pendant une heure que des cantiques spiri-
tuels, d'hymnes sacrés admirablement chuintés. La musique de
la frégate y mêlait ses harmonies religieuses ; et l'équipage tout
entier entendait l'office divin dans une attitude de recueillement.

En réponse à la dernière dépêche de M. le comte de Nessel-
rode, dont nous avons donné l'analyse dans notre précédent
numéro, le gouvernement de S. M. l'Empereur a adressé de son
côté, à ses agents à l'étranger, la dépêche circulaire suivante :

Monsieur,
La nouvelle dépêche de M. le comte de Nesselrode, que le
Journal de Saint-Petersbourg publiait le lendemain du jour
où elle était expédiée à toutes les légations de Russie, a produit
sur le gouvernement de l'Empereur une impression que
S. M. Impériale m'a ordonné de vous faire connaître sans dé-
tour.

Nous ne pouvons que déplore de voir la Russie, au mo-
ment même où les efforts de tous les cabinets, pour amener une
solution satisfaisante des difficiles actuelles témoignent si
hautement de leur modération, prendre une attitude qui tend
à susciter les succès de leurs négociations plus incertain, et impose à quel-
ques-uns d'entre eux le devoir de repousser la responsabilité
que l'on essaierait vainement de faire peser sur leur politique.

Je ne voudrais pas, Monsieur, recourir sur une discussion
épistolaire, mais, comme M. le comte de Nesselrode alléguait tou-
jours, à l'appui des prétentions de Saint-Petersbourg, l'offense
que la Porte aurait commise à son égard en ne tenant pas compte
des promesses qu'elle aurait faites à la légation de Russie à l'épo-
que du premier règlement de la question des Lieux saints, en
1852, je suis bien forcé de répéter que les firmans rendus par
le sultan, à la suite de la mission de M. le prince Mouschikoff,

ont été tout fondement à cet unique grief, et que, s'il est un
gouvernement autorisé à éléver des plaintes légitimes, ce n'est
pas celui de S. M. l'Empereur Napoléon III.

En effet, à la date du 10 mai dernier, M. le comte de Nessel-
rode, qui venait de recevoir des dépêches de M. l'ambassadeur
à Saint-Petersbourg, se félicitait, avec M. le général de Cas-
sagrande, d'un résultat qu'il considérait comme une heureuse
conclusion de l'affaire des Lieux saints. M. Kieuloff, à Paris,
me faisait une semblable déclaration, et, par conséquent, les agents
du cabinet de Saint-Petersbourg tenaient le même langage.

Les demandes formelles postérieurement par M. le prince
Mouschikoff, quand l'objet principal de sa mission était allé-
ment, quand on annonçait déjà son retour, ne se rattachaient donc
par aucun lien à celles qu'il avait fait annoncer par la Porte,
et c'était bien une nouvelle question, une difficulté plus grave
qui surgissait à Constantinople, alors que l'Europe, en étant
alarmée, était irritée par la Russie elle-même à se rassurer
complètement.

Pris, en quelque sorte au dépourvu par ces exigences qu'il
n'avait pas dû soupçonner, les représentants de la France
de l'Autriche, de la Grande-Bretagne et de la Prusse à
Constantinople ont loyalement employé leurs efforts pour évi-
ter une rupture dont les conséquences pourraient être si fa-
tales. Ils n'ont pas conseillé à la Porte une résistance de nature
à l'exposer aux dangers les plus sérieux, et, personnellement
à l'unanimité que les demandes de la Russie touchaient de trop
près à la liberté d'action et à la souveraineté du sultan pour
qu'ils pussent se permettre un avis, ils ont laissé aux seuls
ministres de Sa Hautesse la responsabilité du parti à prendre.
Il n'y a donc eu, de leur part, ni pression d'aucune genre, ni in-
fluence quelconque, et si le gouvernement, livrés à lui-même,
n'a pas voulu souscrire aux conditions qu'on prétendait lui im-
poser, il faut assurément qu'il les ait trouvées entièrement in-
compatibles avec son indépendance et sa dignité nationale.

C'est dans de telles circonstances, Monsieur, que M. le
prince Mouschikoff a quitté Constantinople sans rompre toute
relation diplomatique entre la Russie et la Porte, et que les
puissances engagées par leurs traditions et leurs intérêts à
maintenir l'intégrité de la Turquie ont eu à se tracer une ligne
de conduite.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale, d'accord avec ce-
lui de Sa Majesté Britannique, a pensé que la situation était
trop embarrassante pour ne pas être surveillée de près, et que les
affaires de l'Empire ottoman et d'Angleterre recrutaient l'indigne d'être
nouvelles dans la baie de Besika, où elles arrivèrent au milieu
du mois de juin.

Cette mesure, toute de prévoyance, n'avait aucun caractère
hostile à l'égard de la Russie ; elle était imperméable à toute
demande par la gravité des circonstances et amplement justifiée
par les préparatifs de guerre qui, depuis plusieurs mois, se fai-
saient en Bessarabie et dans la rade de Sebastopol.

Le motif de la rupture entre le cabinet de Saint-Petersbourg
et la Porte avait, pour ainsi dire, disparu ; la question qui pes-
sait se poser à l'improvise à Constantinople, c'était celle de
l'existence même de l'empire ottoman, et jamais le gouverne-
ment de Sa Majesté Impériale n'admettait que de si vastes inté-
rets se trouvent en jeu sans recevoir aussitôt la part d'in-
fluence et d'action qui convient à sa puissance et à son rang
dans le monde. A la présence d'une armée russe sur les frontières
de la terre de la Turquie, il avait le droit et le devoir de ré-
pondre, par la présence de ses forces navales à Besika, dans
une barrière ouverte à toutes les tentatives, et ainsi en
dehors des limites que les traités défendent de franchir en temps
de paix.

Le gouvernement de Russie, du reste, devait bientôt se char-
ger d'expliquer lui-même la nécessité du mouvement ordonné
aux deux escadres.

Le 31 mai, en effet, quand il était impossible de connaître, à
Saint-Petersbourg, où la nouvelle n'en parvint que le 47 juin,
les résolutions auxquelles pourraient s'arrêter la France et l'An-
gleterre, M. le comte de Nesselrode envoyait à la Porte, sous
forme d'une lettre à Reschid-Pacha, un dernier ultimatum, à
bref délai, et qui contenait, très-clairement exprimée, la men-
ace d'une prochaine occupation des principautés du Danube.

Lorsque cette décision était prise avec une solennité qui ne
permettait plus à un gouvernement jaloux de sa dignité de la
modifier, lorsque, par une circulaire datée du 11 juin, S. M.
l'Empereur Nicolas la faisait annoncer à l'Europe, comme pour
en rendre l'exécution plus irrévocable, notre escadre était en-
core à Salamine, et celle de l'Angleterre n'était pas sortie du
port de Malte.

Ce simple rapprochement de dates suffit, Monsieur, pour in-
diquer de quel côté est partie cette initiative que l'on s'efforce
aujourd'hui de décliner, en se rejetant la responsabilité sur la
France et l'Angleterre ; il suffit également pour prouver que l'on
ne peut pas la communication faite à Paris et à Londres, le 12 mai,
tentée directement par M. le comte de Nesselrode, à Constanti-
nople, et le rejet de cet ultimatum, le temps à masque maté-
riellement aux gouvernements de S. M. Imp. et de S. M. Br., pour
exercer, dans un sens quelconque, leur influence à Constanti-
nople. Non, Monsieur, je le dis avec toute la puissance de la
conviction, le gouvernement français, dans ce grave débat, n'a
ni reproché à se faire ; il repousse du fond de sa conscience,

